

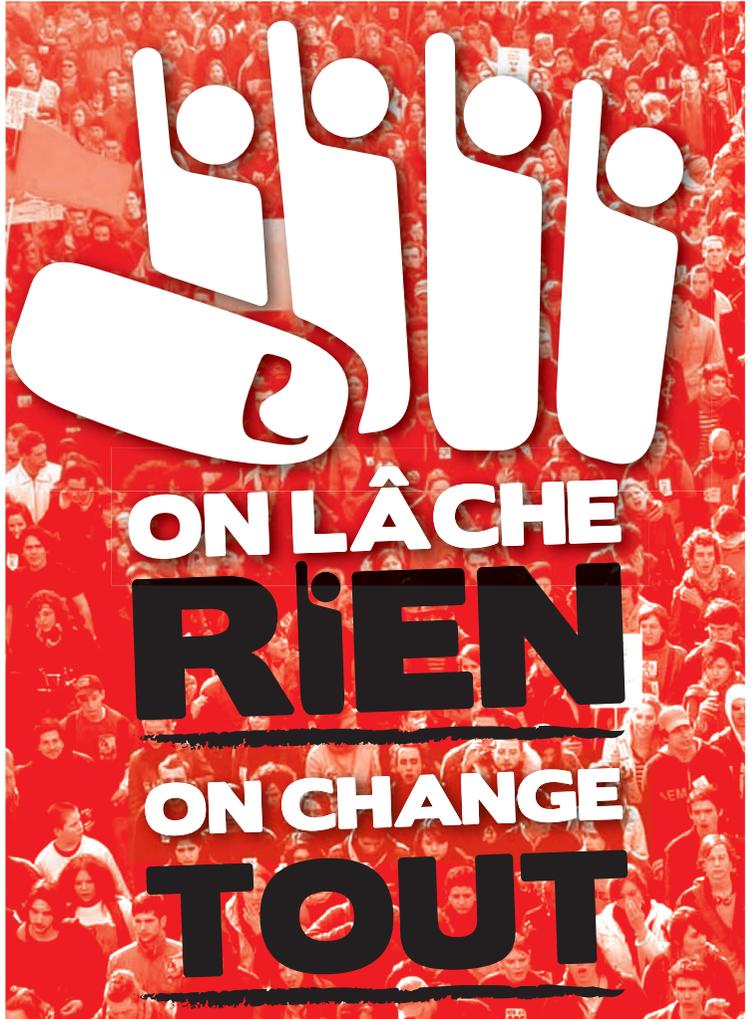


L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! *est à nous* ●

CAHIER N°7 - supplément à TOUT EST A NOUS n° 194 - 2 euros

**Après un an de gouvernement Hollande-Ayrault
Austérité, chômage, affaires, réacs, fachos...**



WWW.NPA2009.ORG

Sommaire

- 01** **PAGE 4 - UN AN DE POLITIQUE LIBÉRALE, UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU MEDEF -**
- 02** **PAGE 11 - LIBÉRALISME, IMPÉRIALISME, L'OFFENSIVE DES CLASSES DOMINANTES CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES**
- 03** **PAGE 15 - LEUR EUROPE AU BORD DE LA CRISE DE NERF**
- 04** **PAGE 18 - UNE FAILLITE ÉCONOMIQUE QUI ENGENDRE UNE FAILLITE POLITIQUE**
- 05** **PAGE 22 - UN PROGRAMME POUR NOS LUTTES DANS LA PERSPECTIVE D'UN GOUVERNEMENT ANTI-AUSTÉRITÉ ET D'UNE DÉMOCRATIE RÉELLE**
- 06** **PAGE 31 - VERS LA CONSTRUCTION D'UNE OPPOSITION DE GAUCHE AU GOUVERNEMENT**

Désordre financier, monétaire, récession, une dette qui n'en finit pas de s'alourdir, austérité, chômage et régression sociale, montée des préjugés réactionnaires, guerres, ce contexte délétère a fait de l'affaire Cahuzac un séisme politique qui agit comme un révélateur non seulement des faiblesses et du discrédit du gouvernement Hollande-Ayrault mais, plus généralement, de cette république des menteurs et du fric.

Le discrédit qui touche tout le gouvernement ne l'empêche nullement de continuer sa politique faillie. Le 9 avril dernier, le Parlement adoptait le projet négocié entre le Medef, la CFDT, la CGC, faisant de la flexibilité et de la précarité généralisée la loi de leur république.

L'austérité au nom de la lutte contre les déficits, la baisse du «coût» du travail au nom de la compétitivité sont leur credo, leur règle d'or pourrait-on dire.

Ils n'ont pas d'autre politique que la fuite en avant au prix d'une aggravation des crises économique, sociale, écologique qu'ils ont eux-mêmes engendrées.

Ils prétendent agir au nom de l'intérêt général mais trichent, mentent et volent.

Une évidence s'impose: ils ne nous représentent pas! Ils n'ont aucune légitimité pour nous imposer la rigueur et décider de nos vies.

Leur politique est insupportable, nous appauvrit, nous pré-

carise. Elle entretient le terreau sur lequel grandit la démagogie populiste de la droite et de l'extrême droite qui ont occupé la rue ces derniers mois.

Nous proposons ici des moyens de sortir de la régression sociale et du marasme politique. La préparation d'une contre-offensive prendra du temps, mais un puissant mouvement venu d'en bas, des entreprises, des bureaux, des quartiers, des lycées et des facs est en gestation. Nous ne pouvons pas connaître les rythmes des évolutions en cours, mais c'est à travers elles que les classes exploitées pourront prendre conscience de leurs propres intérêts et des perspectives dont elles sont porteuses.

Un an de politique libérale, un gouvernement au service du Medef

«*Nous attendons plus qu'une déclaration d'amour, nous attendons des preuves d'amour*», affirmait Laurence Parisot avant l'arrivée du Premier ministre à l'université d'été du Medef en août 2012. Un an après l'élection de François Hollande, nous pouvons affirmer que le gouvernement socialiste a été un amant fidèle et attentionné... du Medef.

Des promesses de campagne à une politique au service du patronat.

Des rares promesses du candidat Hollande qui auraient pu froisser le patronat et la bourgeoisie, rien n'est resté si ce n'est la promesse emblématique du mariage pour tous, même si l'accès à la PMA pour toutes n'a pas été inclus dans la loi.

Pendant la campagne, Hollande s'était fait le pourfendeur de la finance, dénonçant cet ennemi qui «*n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti*», et qui «*a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies*». La dénonciation s'est arrêtée au verbe. Dans les faits, elle s'est

réduite à une réforme bancaire de si piètre envergure qu'elle est en dessous des préconisations européennes et de ce que fait le Royaume-Uni.

Le candidat Hollande avait fortement critiqué le projet de pacte budgétaire européen (TSCG) et promis de renégocier le traité «Merkel/Sarkozy» mais il n'en a rien été. L'obligation d'un déficit structurel inférieur à 0,5 % du PIB a été gravée dans le marbre par l'Union européenne et Hollande n'a rien obtenu en échange sur la croissance. Avec la ratification de ce traité, les députés socialistes ont donc institutionnalisé le remboursement de la dette, et l'austérité qui en découle.

Le «redressement dans la justice», comme les socialistes aiment à le dire, passait par une grande réforme de l'impôt. Mais la révolution fiscale promise n'a pas eu lieu. Certes, une tranche supplémentaire d'imposition à 45 % a été créée mais la taxation à 75 % pour les très hauts revenus a été annulée par le Conseil constitutionnel. Et, de toute façon, elle ne tenait pas compte des revenus du capital. L'ISF retrouve son niveau d'avant



Sarkozy mais un plafonnement, dont la logique s'apparente à celle du bouclier fiscal de Sarkozy, a été rétabli, de telle sorte que l'imposition directe nationale d'un contribuable ne peut pas dépasser les trois quarts de ses revenus. La plupart des mesures dérogatoires ou «niches fiscales» sont maintenues alors qu'elles permettent le contournement de l'impôt. Les groupes du CAC40 continuent à être imposés à environ 8 ou 9%. On est bien loin de la grande réforme fiscale promise pour que *«la contribution de chacun soit rendue plus équitable»*.

Pire, le maintien du gel du barème de l'impôt décrété par Sarkozy va pénaliser 16 millions

de foyers fiscaux et entraînera jusqu'à 200000 contribuables supplémentaires qui n'étaient pas imposables auparavant. Par contre aucune mesure n'a été prise contre la fraude fiscale dont l'affaire Cahuzac a révélé l'ampleur.

La promesse d'une loi d'interdiction des licenciements bourgeois avec toutes les ambiguïtés que cette solution sous-tend a été enterrée. Pourtant, les occasions de légiférer n'ont pas manqué. Les plans de licenciements réalisés dans les entreprises en bonne santé financière se sont multipliés depuis mai 2012. L'exemple le plus emblématique est sans doute celui de Sanofi. Le géant pharma-

ceutique a réalisé 2,2 milliards d'euros de bénéfice pour le seul troisième trimestre de 2012 alors qu'il prévoit de supprimer plus de 900 postes d'ici 2015. En janvier 2012, sur le site de Petroplus, le candidat Hollande s'indignait «*Où est l'État, où est le gouvernement, où est le président de la République?*» Avec Hollande comme président, les salariés de PSA, Fralib, Technicolor, Electrolux, Arcelor, Sanofi, ou encore de Virgin ont pu faire l'amer constat que l'État est au côté du patronat. Non seulement le gouvernement n'a rien fait pour éviter les licenciements, mais, avec la retranscription de l'ANI dans la loi, il les facilite car désormais l'absence de motif économique

ne permettra plus d'invalider un plan de licenciements.

Le candidat Hollande avait promis une loi d'amnistie sociale pour les syndicalistes et les militants qui ont subi une criminalisation de leurs activités pendant les années Sarkozy. Cette mesure, qui avait une forte portée symbolique, est d'abord tombée dans l'oubli pour réapparaître à l'Assemblée sous forme d'une proposition de loi du Front de gauche. Le gouvernement se fait une fierté de l'avoir rejeté!

Il choisit son camp en limitant les moyens d'action des salariés afin de paralyser l'action collective et de rendre la grève plus difficile.



Les sidérurgistes d'Arcelor-Mittal marchent de Florange à Paris. Ils arrivent sous la Tour Eiffel le 6 avril 2012 - Photothèque Rouge/MILO

Une continuité avec la politique de Sarkozy

En matière d'immigration, le gouvernement est revenu sur quelques mesures prises sous Sarkozy (les étudiants étrangers ou encore l'AME) mais non sur la totalité, ce qui provoque à long terme une dégradation constante des droits des migrants. Le maintien de l'usage de la circulaire et du cas par cas pour les régularisations ainsi que le nombre d'expulsions de sans-papiers depuis un an (le même que sous Sarkozy) sont les signes manifestes d'une continuité sur les questions d'immigration.

La volonté de limiter les contrôles d'identité au faciès grâce à la délivrance d'un récépissé et l'abrogation des peines plancher ont été abandonnés. Manuels Valls, au travers des démantèlements des camps de Roms, de sa gestion des émeutes d'Amiens, de la création des zones de sécurité prioritaire, ne cesse de donner des gages d'une continuité avec la politique sécuritaire de Sarkozy de criminalisation de la misère.

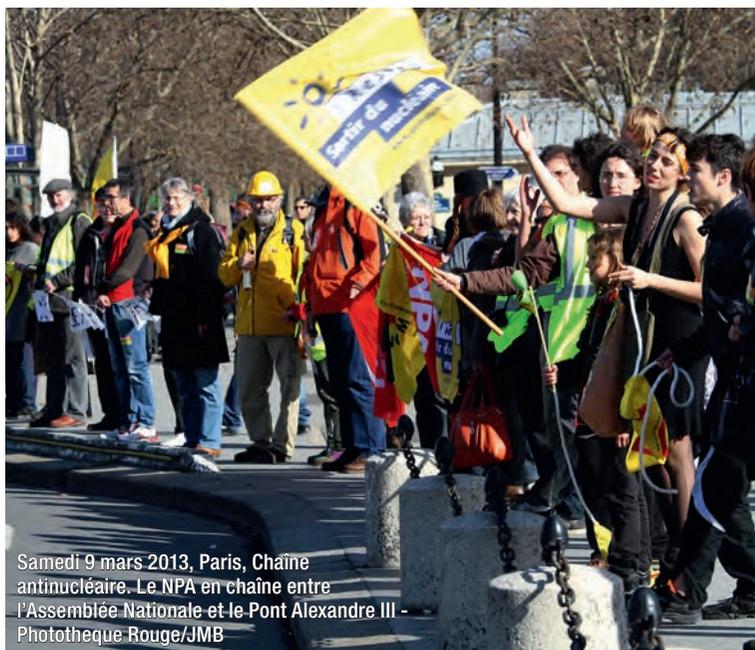
Le 50^e des engagements de François Hollande portait sur le droit de vote des étrangers aux élections locales et semble pour l'instant avoir sombré dans l'oubli. Il faut dire que, depuis maintenant plus de trente ans, les socialistes remettent régulièrement cette promesse dans

leur programme sans jamais avoir le courage de l'imposer une fois élus.

François Hollande avait affiché l'objectif de réduire de 75 à 50% la part du nucléaire dans la production électrique d'ici 2025. C'est déjà ridiculement insuffisant et totalement irresponsable. Mais les mesures prévues – l'arrêt de la centrale de Fessenheim et le maintien de l'EPR de Flamanville – n'aboutiront qu'à une baisse de 0,5%, et non 25%. Hollande devait engager la transition énergétique mais poursuit avec zèle la politique pro-nucléaire de ses prédécesseurs. En Inde il joue les démar-

cheurs de l'EPR, au Mali il fait la guerre pour préserver les intérêts d'Areva et l'approvisionnement en uranium des centrales nucléaires. Quant à la Banque publique d'investissement (BPI) présentée comme

Manuels Valls ne cesse de donner des gages d'une continuité avec la politique sécuritaire de Sarkozy de criminalisation de la misère.



Samedi 9 mars 2013, Paris, Chaîne antinucléaire. Le NPA en chaîne entre l'Assemblée Nationale et le Pont Alexandre III - Photothèque Rouge/JMB

Notre-Dame-des-Landes... Au contraire, elle les cautionne.

En matière d'éducation, censée être une des priorités du gouvernement, le ministre, Vincent Peillon, passé l'effet des premières annonces (rétablissement d'une formation pour les enseignants, rétablissement de l'évaluation par l'inspection pédagogique, création de postes...), a maintenu la plupart des mesures sarkozystes (Livret personnel de compétence, socle commun, réforme du lycée, fichage des élèves...) qui constituent une régression sans précédent du service public d'éducation. Pire la loi

d'orientation et de refondation de l'école, la loi Fioraso pour le supérieur, le décret sur les rythmes scolaires, les aggrave.

Cadeaux au patronat et démantèlement du droit du travail

Dès novembre 2012, le pacte de compétitivité était qualifié de véritable « *big bang économique salvateur* » par Laurence Parisot. Sarkozy lui-même n'aurait osé faire plus beau cadeau au patronat: sous forme de baisse d'impôts, les entreprises vont récupérer 20 milliards d'euros. Le financement en sera assuré par une nouvelle réduction des dé-

penses publiques et une hausse de la TVA. C'est donc bien le retour de la «TVA sociale» de Sarkozy que le candidat Hollande avait fustigée lors d'un meeting à Brest, le 30 janvier 2012, la qualifiant de mesure «*inopportune, injuste, infondée et improvisée*», insistant «*la compétitivité est un faux prétexte*», et que le président tout juste élu avait supprimée.

Dans la même logique néolibérale, en septembre 2012, François Hollande sommait les «partenaires sociaux» de conclure dans les trois mois un «accord gagnant-gagnant» en matière de droit du travail. Le 11 janvier 2013, le patronat et les syndicats CFDT, CFTC et CGC signaient l'Accord national interprofessionnel (ANI). Qualifié de «*succès du dialogue social*» par le président, l'accord a été retranscrit dans la loi en avril 2013. Non seulement cet accord est illégitime car signé par des syndicats qui représentent une minorité de salariés (48%), mais il est inique car il consacre des régressions sociales majeures et officialise le chantage à l'emploi. Les licenciements vont être considérablement facilités et accélérés, la mobilité forcée est rendue possible, les salaires vont pouvoir être réduits, les droits des représentants du personnel et les possibilités de contestation des salariés sont diminués. En «échange», les salariés reçoivent des miettes: les avancées

sont conditionnelles, soumises à dérogation et reportées de plusieurs mois ou années (complémentaire santé, droits rechargeables à l'assurance chômage, CDD, temps partiel...).

Avec cet accord devenu loi, le gouvernement socialiste apporte sa pierre au chantier de destruction du code du travail mis en œuvre par les gouvernements précédents. Il s'est donc rendu à la logique du Medef selon laquelle faciliter les licenciements et baisser les salaires revient à inciter les entreprises à embaucher et donc à relancer l'économie. Une logique dont l'absurdité est démontrée chaque jour par les chiffres du chômage. Par contre, la flexibilité permet bien de maintenir les taux de profit du patronat.

Le prochain chantier auquel Hollande va s'atteler pour combler les souhaits du Medef est celui de la protection sociale. Tout laisse présager une nouvelle réforme des retraites basée sur un allongement de la durée de cotisation et une désindexation des pensions. Comme sous la droite, seuls les salariés et les retraités seront mis à contribution, les cotisations patronales ne seront pas augmentées.

Avec l'ANI, le gouvernement socialiste apporte sa pierre au chantier de destruction du code du travail mis en œuvre par les gouvernements précédents.

La règle d'or de l'austérité

La loi de finances pour 2013 a été présentée par Ayrault comme un « budget de combat », oui, mais de combat contre la population.... Il s'agit d'un budget de rigueur sans précédent qui s'inscrit dans l'objectif affiché par Hollande pendant sa campagne de réduire le déficit à 3% du PIB et de se rallier au déficit structurel de 0,5% requis par la « règle d'or » du TSCG.

Ce budget programme 37 milliards d'économies alors que le seul paiement des intérêts de la dette publique coûte à l'État 46,7 milliards d'euros. Pour deux tiers, le comblement des déficits doit provenir de hausses d'impôt qui n'épargneront pas les classes populaires. Le dernier tiers, soit 10 milliards, repose sur une restriction des dépenses publiques, s'ajoutant aux 2,5 milliards en moins sur les dépenses de l'Assurance maladie.

Les 11000 postes prévus, dans les secteurs définis par Hollande comme prioritaires (éducation, police, justice), sont créés au détriment des autres puisque 12 298 postes de fonctionnaires doivent être supprimés en 2013. De plus, aucun des postes créés ne vise à compenser ceux perdus sous Sarkozy. Dans l'Éducation nationale, les 60000 postes prévus sur 5 ans permettront de faire face aux

nouveaux départs à la retraite et à l'augmentation du nombre d'élèves, mais pas de rattraper les 80000 postes supprimés sous Sarkozy.

Le projet de loi de décentralisation laisse augurer de la volonté du gouvernement de se décharger de certaines dépenses publiques sur les collectivités territoriales. La réforme des rythmes scolaires, repoussée à 2014 par les trois quarts des communes, est un bon exemple des velléités du gouvernement en ce domaine.

Si le budget de 2013 s'appuie sur quelques mesures fiscales qui touchaient un peu les plus riches, celui de 2014 sera uniquement basé sur des coupes franches dans les dépenses publiques.

Aujourd'hui, comme en Grèce, en Italie, en Espagne, l'austérité n'empêche pas la dette d'augmenter tout en accentuant la récession, le chômage, la paupérisation des populations.

Libéralisme, impérialisme, l'offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples

La politique du gouvernement, comme avant lui celle de la droite, s'inscrit dans une offensive globale, mondialisée, des classes capitalistes des vieilles puissances pour préserver leurs

profits et leur domination sur le monde.

Cette offensive a commencé au début des années 80. Elle a combiné une attaque en règle contre les salaires dont la part



Manifestation contre le TSCG (traité d'austérité),
le 30 septembre 2012, à Paris - Photothèque Rouge/GP

dans les richesses produites n'a cessé de diminuer, «une exubérance financière», produit de la lutte des capitalistes entre eux pour se disputer le gâteau au casino mondial de l'économie, du commerce et de la finance, et d'une explosion du crédit tant privé que public pour alimenter la machine à profit.

Jamais le secteur financier n'a pris autant d'importance. En 2011, le volume quotidien des transactions financières était de 4 700 milliards de dollars. Moins de 1% de cette somme provenait des échanges de

marchandises.

En 2008, la machine a commencé à se gripper, la masse croissante de capitaux avides de profits ne trouvant plus de quoi satisfaire leur faim.

Quand l'explosion du crédit a mis en péril le système bancaire, les États l'ont sauvé en creu-

sant leurs dettes souveraines. Désormais, ces États endettés offrent un nouveau terrain aux spéculateurs. L'impossible remboursement de la dette publique sert d'argument à toutes les politiques d'austérité. Conséquence: le Japon et l'Europe sont en récession, l'économie des États-Unis fonctionne au ralenti.

En Chine, l'accumulation effrénée depuis 20 ans a fait baisser le taux de profit et conduit aujourd'hui à la formation d'une bulle spéculative, notamment immobilière, lourde de menaces. Dans la zone Euro, la crise partie d'Europe du Sud rattrape peu à peu les autres pays. Ainsi, le FMI prévoit une croissance de 0,9% en Allemagne, pour 2012 et 2013, de 0,1% et 0,4% pour la France. Quant aux pays d'Europe du Sud, la débâcle est totale: -2,3% (2012) et -0,7% (2013) pour l'Italie, -6% et -4% pour la Grèce, etc.

Cette exubérance financière se nourrit d'une accentuation des rapports d'exploitation par la mise en concurrence des salariés à l'échelle internationale. Le droit du travail recule et la qualité des emplois se détériore, le travail informel, le temps partiel, les contrats précaires augmentent.

Partout aussi, les inégalités se creusent et l'intensité du travail augmente. De plus en plus de richesses s'accumulent entre les mains d'une oligarchie financière au détriment de la majorité de la population.

Les mesures de réduction des dépenses publiques réduisent partout l'accès à la santé et à l'éducation.

Les femmes sont évidemment les premières victimes de ces politiques.

La guerre au Mali participe de cette offensive.

Cette exubérance financière se nourrit d'une accentuation des rapports d'exploitation par la mise en concurrence des salariés à l'échelle internationale.



Hong-Kong - Photothèque Rouge/CM

Le capitalisme ne peut pas se réformer

Pour «sortir de la crise», certains préconisent des mesures «keynésiennes», censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. «*Si la dépression se prolonge en Europe, c'est à cause des politiques d'austérité*», osait déclarer François Hollande le 17 avril au Forum Nouveau Monde, tentant ainsi de rendre crédible sa prétendue politique de croissance. C'est un leurre.

Aucune classe dominante ni aucun État ne reprend à son compte des politiques keynésiennes ou de compromis sociaux. Au contraire, ils n'ont

qu'un objectif, maintenir le taux de plus-value en augmentant le taux d'exploitation. La concurrence les conduit à une marche forcée pour baisser le niveau de vie de millions de gens.

La dégradation des rapports de forces au détriment des classes populaires laisse les mains libres à ceux d'en haut et ne les oblige en rien à des politiques de concessions ou de compromis sociaux. À l'inverse, ils redoublent leurs attaques en imposant l'austérité et ils dictent cette politique à leurs «lieutenants» sociaux-libéraux. À défaut de pouvoir extraire suffisamment de profits dans le domaine de la production et de la consomma-

tion où les marchés sont saturés et la consommation de produits vitaux est devenue inaccessible, ils tirent de plus en plus de plus-value des opérations financières et autres spéculations.

Il n'y a pas de remède sans s'attaquer aux racines du mal, la domination du capital à travers des rapports d'exploitation et la concurrence dans la course au profit et à la rentabilité financière.

Les politiques économiques mises en œuvre par les États sont soumises à cette folle et absurde logique, aux intérêts de l'oligarchie financière au détriment de l'intérêt collectif, et au prix d'une terrible ré-

gression sociale. Les exigences fondamentales du monde du travail, de la population, l'augmentation des salaires, la garantie d'un emploi, la défense de la protection sociale, le développement des services publics ne pourront être réalisés sans remettre radicalement en cause l'ensemble du système.

Il en est de même pour apporter des réponses à la crise écologique planétaire sans précéder dont le productivisme capitaliste est responsable: dérèglement du climat, catastrophe nucléaire, effondrement de la biodiversité, crise de l'eau, érosion et dégradation des sols, pollution chimique...

Leur Europe au bord de la crise de nerfs



Nancy, mercredi 5 mai 2010.
Rassemblement de soutien au peuple grec.
Photothèque Rouge/Taous

Les ravages de ces politiques capitalistes frappent de plein fouet les vieilles puissances européennes qui ont essayé de construire un marché européen qui leur permette de faire face à la concurrence mondiale. Les classes dominantes européennes veulent liquider ce qui reste du «*modèle social européen*». Il y a encore trop de social, il faut le démanteler.

Les «marchés» –ce sont des réalités sociales, les banquiers, les dirigeants de fonds de pen-

sion, les dirigeants des multinationales– exigent l'augmentation du taux de plus-value par la baisse des salaires, la liquidation de la sécurité sociale et l'augmentation du temps de travail. D'où la brutalité des politiques d'austérité –s'adapter au marché mondial de la force de travail– ce qui implique la baisse du pouvoir d'achat de 10 à 15 points sur les années qui viennent.

Les déséquilibres et l'instabilité engendrés par ces politiques prennent un caractère explo-

sif. Il pourrait déboucher sur l'effondrement de l'Union européenne, du fait des rivalités et concurrences entre les différents États et bourgeoisies que la construction européenne capitaliste n'a pas gommées, loin s'en faut. Leur Europe est sous la tension des divergences économiques entre divers pôles: l'Allemagne et le cercle Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Nord-Europe -, les pays du Sud de l'Europe avec l'Irlande et la France au centre.

Cela participe à la mise en concurrence des classes ouvrières des pays membres, facilitant la remise en cause des acquis sociaux. Tous les traités qui se sont succédé n'ont fait qu'approfondir cette dynamique. Les

seuls bénéficiaires en sont les grands groupes industriels et financiers. Le marché unique, puis la monnaie unique, ne se sont pas accompagnés d'une unification des politiques économiques. Le marché est européen, mais les intérêts qui pilotent l'économie restent avant tout nationaux.

Les produits et les capitaux circulent sans frontières, mais l'organisation de la production

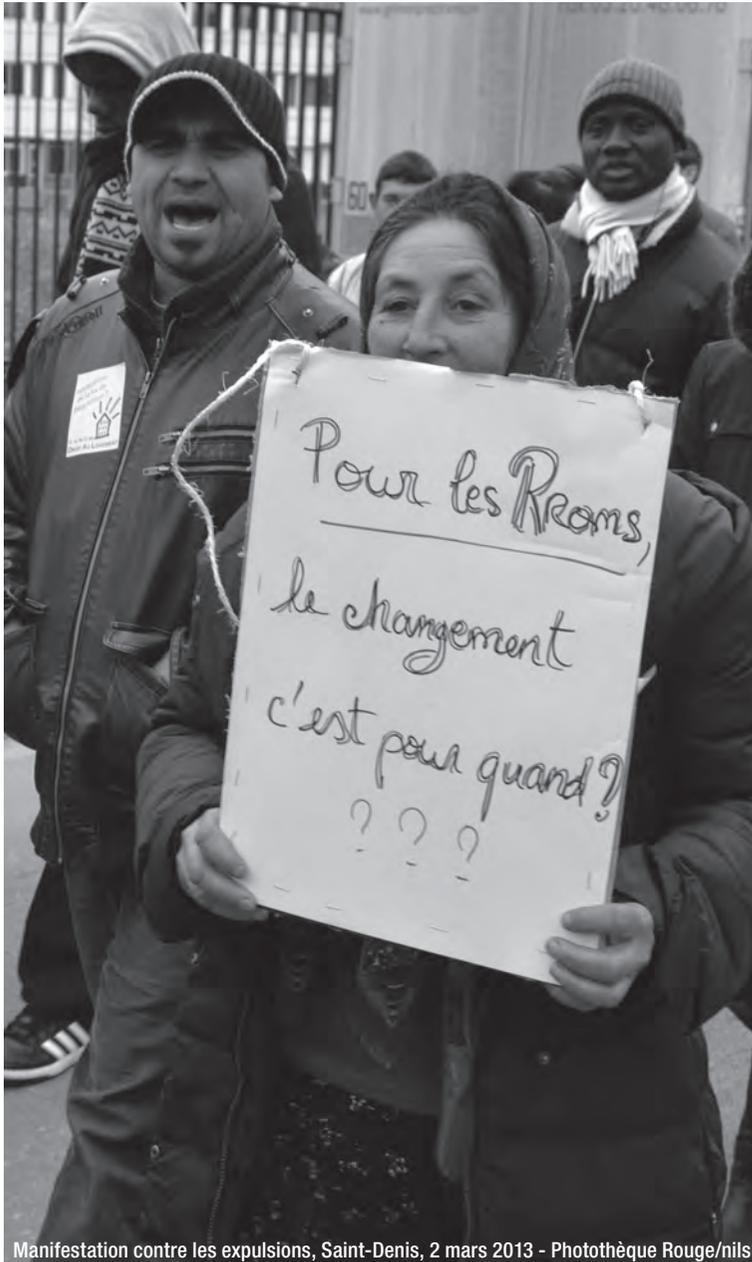
reste déterminée avant tout par les bourgeoisies nationales. Pour dix-sept pays, la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale et sociale. Loin des idéaux de coopération, l'Union européenne et l'euro organisent ainsi une concurrence exacerbée... d'abord entre les États européens eux-mêmes.

La crise actuelle de l'Union européenne et de la zone euro met en évidence l'incapacité des capitalistes à unifier le continent, à organiser une coopération harmonieuse entre ses peuples, à libérer ses forces productives tout en les maîtrisant en fonction des besoins sociaux et environnementaux.

L'idée des États-unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements des travailleurs, qui commenceront à appliquer des programmes de rupture avec l'économie de profit, vers l'unification socialiste du continent. L'Europe est devenue l'arène des luttes ouvrières et populaires qui exigent un programme contre l'austérité, pour les droits des travailleurs, l'annulation de la dette, pour une Europe des travailleurs et des

La crise actuelle de l'Union européenne et de la zone euro met en évidence l'incapacité des capitalistes à unifier le continent, à organiser une coopération harmonieuse entre ses peuples.

peuples. L'avenir appartient à la coopération des peuples, pas au repli national qui est le terrain des forces réactionnaires.



Manifestation contre les expulsions, Saint-Denis, 2 mars 2013 - Photothèque Rouge/nils

Une faillite économique qui engendre une faillite politique

Ici comme au niveau de toute l'Europe, le problème des gouvernements, et plus encore celui de leurs commanditaires, les grands patrons et financiers, est d'affronter les conséquences de leur double faillite, économique et politique. Les deux sont liées. L'approfondissement de la crise engendrée par les politiques d'austérité ne cesse de creuser le fossé entre la population et les partis de gouvernement. Elle accroît l'instabilité politique comme l'ont illustré le

scandale Cahuzac après les ridicules luttes d'ambition qui ont déchiré l'UMP au bord de l'explosion. Le PS doit gérer une opposition interne qui s'affirme au profit du discrédit du gouvernement, les Verts se divisent sur les mesures d'austérité et leur participation gouvernementale. Le Front de gauche lui-même est traversé par des contradictions entre les tenants du «*coup de balai*» et ceux du «*coup de braquet à gauche*»...

La crise politique est la consé-

Le 5 février 2013, meeting de soutien à la grève devant l'usine de PSA Aulnay.
Photothèque Rouge/JMB



quence d'un mensonge d'État que partagent droite et gauche –prétendre que les politiques d'austérité sont incontournables, la seule voie pour sortir de la crise. Ce mensonge apparaît dans toute sa nudité en raison de ses conséquences dramatiques et discrédite ses auteurs.

Un régime présidentiel ou le président de l'oligarchie financière

Le président de la République élu au suffrage universel est devenu le président d'une minorité, l'oligarchie financière, comme avant la révolution de 1789 le roi était devenu l'homme d'une minorité parasite, l'aristocratie.

Pour garantir l'ordre et la stabilité politique contre «*le régime des partis*», De Gaulle avait imposé l'élection du président de la République au suffrage universel. Puis, comme cela ne suffisait pas, ses successeurs, pour éviter des situations de paralysie du type «*cohabitation*», ont décrété que les élections législatives auraient lieu à la suite de la présidentielle pour garantir au président une majorité parlementaire. Et renforcer ainsi le régime présidentiel en le doublant d'un système qui aurait dû conduire au bipartisme comme aux USA.

Sauf que la réalité de la vie politique ne peut s'enfermer dans

un carcan institutionnel et celui-ci, aujourd'hui, craque de partout.

À droite comme à gauche le bipartisme vole en éclats sous la poussée du mécontentement et des ambitions rivales, le système UMP-PS n'est plus qu'une fiction. Le fric a pris les commandes du pouvoir à un point tel que le théâtre d'ombres de la démocratie parlementaire bourgeoise ne peut plus le masquer. Et le hochet de la moralisation ne résout rien. Il ne

fait que mécontenter la caste des politiciens de droite comme de gauche qui méprise la démocratie et hait la transparence.

La montée du populisme de droite et d'extrême droite

Ce terrain permet au Front national de prospérer et d'exercer sa pression politique sur la droite. La constitution d'un parti de droite extrême populiste, à partir du FN et d'une fraction de la droite traditionnelle, est un réel danger. De telles alliances entre une partie de la droite et l'extrême droite pourraient d'ailleurs très bien voir le jour dès les prochaines élections. Un éclatement de l'UMP renforce-

La crise engendrée par les politiques d'austérité ne cesse de creuser le fossé entre la population et les partis de gouvernement.



Manifestation pour le droit des femmes, Paris, 17 octobre 2009. Photothèque Rouge/tn

rait ces possibilités. Un parti de cette nature pourrait être un recours pour la bourgeoisie dans le contexte actuel d'approfondissement de la crise. Celui-ci lui permettrait d'imposer une politique de déflation et d'infliger une défaite majeure à la classe ouvrière. Le risque est réel de la montée d'un mécontentement qui cherche dans le repli national une illusoire protection contre les ravages de la mondialisation.

Force est de constater que, autour de la question du mariage pour tous, ce sont les courants les plus réactionnaires qui ont occupé la rue, représenté une opposition (de droite, voire d'extrême droite) au gouvernement. L'homophobie vient s'ajouter au racisme pour empuantir l'atmosphère et exacerber discriminations et rejet.

Cette mobilisation des forces réactionnaires a levé les barrières entre la droite traditionnelle et l'extrême droite y compris avec les groupes ouvertement fascistes.

Le combat contre la menace des forces réactionnaires est indissociable de la lutte contre l'austérité et contre ce gouvernement, pour un gouvernement des travailleurs.

La VI^e République ou la continuité des institutions

Il ne peut y avoir de replâtrage du système comme le propose le Front de gauche en revendiquant la «*fondation d'une VI^e République parlementaire, sociale et participative*». Prétendre combattre l'opacité des institutions, la professionnalisation de la po-

litique et la concentration excessive des pouvoirs en redonnant ses droits à la citoyenneté, sans remettre en cause l'ensemble du système, est une vue de l'esprit. Là encore il est vain de chercher à démocratiser l'État, à rénover le parlementarisme, sans révolutionner le système.

La démocratie est un vain mot quand les grandes fortunes concentrent entre leurs mains les grands moyens de production, de commerce, les moyens d'information. Si les mêmes ont la mainmise sur les finances publiques par le biais de la dette. Elle est un vain mot quand elle s'arrête à la porte des entreprises, quand les services publics, l'éducation, le travail, la formation, la santé, le logement, l'énergie, la culture, l'information sont soumis aux contraintes de la concurrence capitaliste et échappent au contrôle de la population.

Prendre le mal à la racine pour la défense des droits démocratiques

La régression sociale entraîne une régression démocratique. À défaut d'être en mesure de moraliser la vie politique, le pouvoir tentera de faire taire le mécontentement et les voix qui l'expriment. À défaut de réussir à acheter la paix sociale, il tentera de l'imposer en exerçant

des pressions de plus en plus fortes sur les organisations et les milieux militants, l'ensemble des travailleurs et la jeunesse.

L'offensive de la classe dominante, de l'appareil d'État et du gouvernement passe aussi par des attaques réactionnaires pour diviser notre camp social

et imposer une vision du monde où la soumission est la règle. La lutte contre l'austérité est inséparable de la lutte contre les politiques sécuritaires et racistes d'où qu'elles viennent.

D'en haut ne peut venir qu'une démocratie bâillonnée; une démocratie réelle ne

viendra que d'en bas, de notre mobilisation, de notre volonté de nous organiser pour agir, faire entendre notre voix, nos exigences sociales et politiques. Il n'y a qu'un seul chemin pour sortir de la crise sociale et politique, celui de l'intervention directe des travailleurs sur le terrain social et politique contre les politiques d'austérité et pour conquérir la démocratie, mettre en place un gouvernement qui révolutionne cette société pour en finir avec le pouvoir de l'argent.

La démocratie est un vain mot quand les grandes fortunes concentrent entre leurs mains les grands moyens de production, de commerce, les moyens d'information.

Un programme pour nos luttes dans la perspective d'un gouvernement anti-austérité et d'une démocratie réelle

Comptes en Suisse, aux îles Caïman, à Gibraltar ou à Panama, détenus par des personnalités politiques et/ou du monde des affaires, l'évasion ou la fraude fiscale représentent chaque année pour les finances publiques un manque à gagner de 1000 milliards d'euros dans l'ensemble de l'Union Européenne, entre 60 et

80 milliards pour la France.

Des mesures immédiates doivent mettre fin à ce vol de l'argent public en bandes très organisées: donner les moyens, en particulier en personnel, au

service public pour contrôler et faire rentrer l'impôt; fermer les filiales des banques dans les paradis fiscaux et en finir avec le secret bancaire; imposer la totale transparence sur les détenteurs de comptes à l'étranger. De même, le chiffre d'affaires, les bénéfices et les

impôts payés dans chaque pays par les entreprises doivent être rendus publics afin de déjouer les manipulations des prix de transfert entre filiales des multinationales, qui permettent aujourd'hui à Total ou Google d'échapper à l'impôt sur leurs bénéficiés.

L'exigence de transparence pose les questions de l'expropriation, du contrôle par les salariés et la population.

La propagande gouvernementale et patronale accuse les chômeurs, les bénéficiés des minima sociaux, les pauvres de frauder, mais les vrais coupables sont les riches, les puissants, les patrons et les gros actionnaires... et pour des sommes autrement plus importantes!

Le déficit public n'est pas le fruit de dépenses excessives pour les services publics ou les budgets sociaux mais d'abord et avant tout le résultat des impôts que les plus riches et les entreprises ne paient pas. Et cet argent qu'ils détournent, ils

L'exigence de transparence pose les questions de l'expropriation, du contrôle par les salariéEs et la population.



Phototèque Rouge/Franck Houlgatte

s'en servent pour spéculer sur la dette. Cette dette est illégitime, creusée par les détournements de ceux-là même qui en profitent et veulent nous imposer en son nom austérité et sacrifices sans fin. Il est plus que jamais nécessaire d'y mettre notre nez, d'arrêter de rembourser la dette et d'exiger l'annulation de tout ce que nous jugerons illégitime, c'est-à-dire l'essentiel.

Il faut mettre fin aussi aux politiques d'austérité menées au nom du remboursement de la dette, l'arrêt des suppressions de postes, de la «modernisa-

tion de l'action publique» qui n'est, après la RGPP, que l'autre nom de l'étranglement de la fonction publique.

Alors que les richesses accumulées seraient plus que suffisantes pour permettre à toutes et tous de bien vivre sur cette Terre, les patrons et les gouvernements à leur service sèment le malheur des 99% en tronçonnant les salaires, l'emploi et la protection sociale. Alors que les connaissances scientifiques et techniques permettraient de léguer un environnement de qualité à

nos enfants, la course au profit empoisonne l'eau, l'air et les sols tout en provoquant une catastrophe

climatique irréversible, aux conséquences sociales incalculables. Nous avons besoin d'un programme à la hauteur des enjeux de la crise politique, démocratique, sociale et écologique.

Nous proposons un programme qui s'appuie sur quatre piliers: l'abolition du chômage, le partage des richesses, la socialisation des grands secteurs

à commencer par la finance et l'énergie, la démocratie réelle et l'égalité des droits.

En finir avec le chômage

Le chômage massif est le plus sûr moyen d'imposer toutes les régressions sociales par le chantage brutal, par la division et la mise en concurrence des salariéEs, par les politiques dites de compétitivité et de flexibilité du travail qui aboutissent toutes à la baisse des salaires et à l'intensification du travail.

Les gouvernements successifs pleurnichent sur le nombre de

chômeurs, mais cherchent en permanence à intensifier et allonger la durée du travail en revenant sur les 35 heures ou en repoussant l'âge de la retraite. Pour combattre le chômage, il n'y a pas d'autre solution que de combattre le mal à la racine en partageant le travail entre toutes et tous, c'est-à-dire en réduisant le temps de travail sans perte de salaire et en embauchant.

Ils pleurnichent sur le nombre de chômeurs, mais facilitent les licenciements.

Les salariéEs ne sont jamais responsables des difficultés de telle ou telle branche, de telle ou telle entreprise, ils et elles en sont en revanche toujours les victimes. Les licenciements, tous les licenciements doivent être interdits par la loi. Le contrat de travail, avec tous ses éléments, salaires, droits..., doit être maintenu.

Ils pleurnichent sur le nombre de chômeurs, mais continuent de supprimer les emplois dans les services publics. Il y a des centaines de milliers d'emplois à créer ou à recréer pour la santé, l'éducation, les soins aux jeunes enfants ou aux personnes dépendantes. Il y a besoin de lieux et de moyens d'accueil pour les femmes victimes de violences.

Alors que les emplois, en particulier industriels, sont détruits par milliers, la croissance serait le remède miracle. Quand bien même ce serait économiquement

Nous proposons un programme qui s'appuie sur quatre piliers : l'abolition du chômage, le partage des richesses, la socialisation des grands secteurs à commencer par la finance et l'énergie, la démocratie réelle et l'égalité des droits.



ment possible, ce qui supposerait de rompre radicalement avec les politiques d'austérité, la crise écologique interdit une croissance aveugle de la production. En revanche il y a immédiatement besoin d'emplois pour assurer la transition énergétique, pour isoler les logements, développer les transports collectifs, pour sortir de l'agriculture industrielle et productiviste et passer à une agriculture paysanne, à une distribution favorisant les circuits courts...

En finir avec le chômage est un objectif accessible en libérant du temps pour d'autres activités: partager les tâches domestiques, se cultiver, se distraire, participer à la vie politique, associative, syndicale et même prendre le temps de ne rien

faire! Et en consacrant le travail humain à des travaux utiles et profitables pour l'ensemble de la société...

Le partage des richesses

Loin de se réduire, les inégalités ne font que se creuser chaque jour davantage.

La crise frappe davantage les ménages les plus pauvres et profite aux plus riches. Entre 2008 et 2010, selon les données de l'Insee, le niveau de vie moyen annuel des 10% les plus pauvres a diminué de 260 euros, soit de 3%. À l'opposé, le revenu annuel des 10% les plus aisés a progressé aussi de 3%, soit 1 530 euros...

Le premier partage des richesses est l'augmentation des salaires, des pensions, des minima so-

ciaux de 300 euros. Afin de permettre à chacunE de vivre correctement, pas un revenu ne doit être inférieur à 1 700 €. L'échelle des salaires ne devrait pas dépasser un rapport de 1 à 5.

L'égalité exige une revalorisation des salaires et des carrières des femmes et un plan de rattrapage de leurs retraites afin de combattre la paupérisation croissante, due à des carrières incomplètes ou à des temps partiels imposés.

Le salaire est un tout, il inclut le salaire net, touché directement à la fin du mois, et le salaire socialisé –artificiellement divisé entre la part patronale et la part salariale– qui finance la protection sociale (retraites, assurance maladie, allocations familiales, chômage). Le patronat le sait bien. Il parle de « coût

du travail» et pour le réduire il s'attaque d'abord à la protection sociale. Toute réduction, exonération, baisse des cotisations sociales est une baisse des salaires et est donc inacceptable. Dans le même temps, la destruction de la protection sociale à la fois précarise les salariéEs en supprimant le droit à un revenu de remplacement décent pour toutes les situations «hors emploi», chômage, retraite, maladie, (donc en renvoyant à la charité publique ou privée quiconque n'est pas «au travail») et ouvre de nouveaux espaces aux capitaux pour s'investir et rapporter des profits dans les sociétés d'assurances, les fonds de pension ou l'hospitalisation privée. Tout recul de la sécurité sociale obligatoire, solidaire, universelle conduit à



l'assistance pour les plus démunis, à l'assurance privée pour les autres.

NOUS EXIGEONS DES DROITS :

Droit à des allocations familiales revalorisées et distribuées à touTEs, dès le premier enfant.

Nous refusons la baisse et les conditions de ressources, et si on veut l'égalité il faut supprimer le quotient familial injuste –les 10% de foyers les plus riches concentrent 42% de l'avantage fiscal du quotient familial, les 50% les moins riches ne bénéficient que de 10%.

Droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés ayant subi des travaux pénibles, avec 75% du salaire brut, calculé sur les six meilleurs mois de salaire, avec 37,5 annuités de cotisation maxi.

Droit à la santé gratuite. Les soins et prestations doivent être remboursés à 100% sans avance de frais.

Depuis la création de la Sécu, il y a une contradiction fondamentale entre ce système socialisé et l'organisation libérale des soins. La bourgeoisie veut la résoudre en liquidant pas à pas le système socialisé. Notre programme est à l'opposé, pour un service public de la santé en expropriant les cliniques privées et en les intégrant à l'hôpital public qui doit disposer de tous les moyens nécessaires pour accomplir ses missions, en développant des

centres de santé pluridisciplinaires dans les quartiers pour la prévention, l'éducation à la santé et le curatif, en expropriant l'industrie du médicament.

UNE RÉFORME FISCALE RADICALE

La justice fiscale commence par l'annulation des cadeaux fiscaux aux privilégiés qui permettrait immédiatement de récupérer au moins 100 milliards d'euros. Mais il faut aller beaucoup plus

loin: supprimer la TVA et les impôts indirects totalement injustes et privilégier l'impôt sur le revenu fortement progressif donc avec des tranches suffisamment nombreuses, prendre en compte l'ensemble du revenu des personnes physiques dans la base imposable donc y

compris les revenus du capital, revenir à 50% pour le taux de l'impôt sur les sociétés, supprimer les « niches fiscales », taxer fortement l'intégralité du patrimoine.

La gratuité est une autre forme du partage des richesses, elle permet à chacunE l'usage de biens, l'accès à des services selon ses besoins et non selon ses moyens financiers.

La gratuité est une autre forme du partage des richesses, elle permet à chacunE l'usage de biens, l'accès à des services selon ses besoins et non selon ses moyens financiers.

La gratuité permet des choix de société, des choix sociaux, féministes, écologiques. Défendre la gratuité de l'école ou de la santé est une évidence, il faut l'étendre par exemple aux transports collectifs de proximité, aux cantines, aux crèches...

Contrairement à ce que nous serinent les tenants du marché et du tout-marchandise, ce qui est sans prix n'est pas sans valeur.

La gratuité de la consommation de base de biens communs tels que l'eau ou l'énergie garantirait l'accès pour tous et toutes. L'indispensable maîtrise de leur utilisation pour des raisons éco-

logiques passe par une politique de prix fortement progressifs pénalisant le gaspillage et les usages de luxe.

La socialisation des grands secteurs à commencer par la finance et l'énergie

Seule une refonte globale du système de crédit, qui doit devenir un service public au service de la société et non du profit et des spéculations, permettrait une issue à la crise. La société doit être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique et donc disposer d'instruments pour réaliser des investis-

sements, financer les dépenses publiques et assurer la transition énergétique. Pour cela, il faut exproprier sans indemnité ni rachat les banques pour les socialiser dans un monopole public sous le contrôle de la population.

Éviter des catastrophes écologiques implique de réaliser dans l'urgence une gigantesque mutation vers une économie sans carbone fossile ni énergie nucléaire, ce qui implique la sortie rapide du nucléaire, un vaste programme de sobriété et d'économie d'énergie, l'investissement massif pour le développement des énergies renouvelables. Le marché ne le fera pas, ou trop peu et trop tard, et à coups d'injustices supplémentaires. Le défi ne peut être relevé que par une planification démocratique et décentralisée, par la réquisition, l'appropriation publique et sociale des grandes entreprises du secteur de l'énergie (EdF, GdF-Suez, Total) et de leurs profits, pour les intégrer, avec Areva, à un grand service public, décentralisé et démocratique, contrôlé par les salariés et la population, à tous les niveaux. C'est la seule façon d'assurer à la fois le droit à l'énergie pour tous et toutes et d'interdire la marchandisation capitaliste de ce bien vital.

Les combats pour le droit à l'emploi, le droit au logement ou la préservation de l'environnement contre les projets des-

L'égalité des droits est une arme contre les discriminations et les divisions.



Manifestation pour l'égalité, dimanche 16 décembre 2012, à Paris, de la Bastille au Luxembourg - Photothèque Rouge/JMB

tructeurs s'opposent concrètement au droit de propriété. Une réorganisation économique et sociale qui mette au centre les besoins et droits sociaux comme les impératifs écologiques exige l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie.

Démocratie réelle et égalité des droits

Les rapports incestueux entre la classe politique et le monde de la finance éclatent aux yeux de tous. La V^e République et « la République exemplaire » sont incompatibles. Il s'agit de refonder un système démocratique, qui institue de nouvelles règles, de nouvelles lois, qui permette à la démocratie de fonctionner enfin du bas vers le haut. Il faut rompre, radicalement, avec les

institutions de la V^e République. Il n'y a pas de démocratie sans égalité totale des droits et d'abord le droit de vote à toutes les élections pour tous les résidents. L'égalité des droits est aussi une arme contre les discriminations et les divisions, contre l'homophobie avec le droit au mariage et à l'adoption pour touTEs, contre l'islamophobie avec l'abrogation de toutes les lois discriminatoires et stigmatisantes.

La démocratie réelle signifie la participation de toutes et tous aux affaires de la cité, et non une profession minoritaire réservée à des experts coupés des préoccupations du peuple. Elle impose de dé-professionnaliser la politique en instaurant le mandat unique, en plafonnant le salaire des élus au niveau du revenu moyen de la population,

en limitant à 2 ou 3 le nombre des mandats successifs pour laisser la place à ceux que l'on ne voit jamais sur les bancs de l'Assemblée nationale: des femmes, des Noirs, des Arabes, des ouvriers, des jeunes... bref, 90% de la population. Elle suppose la révocabilité des élus: une proportion d'électeurs doit pouvoir convoquer un nouveau suffrage s'ils pensent que le mandat a été trahi.

Cette rupture démocratique suppose d'en finir avec tous les aspects monarchiques des institutions et donc de supprimer la fonction présidentielle et le Sénat qui est une assemblée non

représentative de la société réelle. Nous proposons l'élection d'une assemblée sur la base de la proportionnelle intégrale et de la parité.

Non seulement le gouvernement doit être élu par une assemblée de représentants,

eux-mêmes élus, devant laquelle il engage sa responsabilité, mais les compétences des assemblées représentatives doivent aussi s'étendre à l'ensemble des domaines de la vie quotidienne, et jusqu'aux entreprises, afin d'assurer la priorité des droits sociaux sur les abus du capital.

Cette rupture politique radicale, cette révolution démocratique et sociale nécessaire, ne se résume pas à un changement de numéro de la république, ni à l'attente d'un quelconque sauveur suprême, elle a besoin de l'implication de centaines de milliers d'indignéEs pour débattre et constituer ensemble ce que serait cette nouvelle république sociale autogestionnaire, une démocratie qui ne s'arrête pas à la porte des entreprises, une démocratie qui permette aux populations de décider et de contrôler.

Cette démocratie comme les mesures d'urgence nécessaires ne sauraient s'arrêter aux frontières de l'hexagone. L'Europe est bien la bonne échelle pour avancer des solutions à la crise, mais une autre Europe qui rompe avec le cadre de l'Union européenne capitaliste, avec ses traités et ses institutions. La crise exige la construction d'une nouvelle Europe sociale, écologique et démocratique, une Europe des travailleurs et des peuples.

Cette démocratie comme les mesures d'urgence nécessaires ne sauraient s'arrêter aux frontières de l'hexagone.

Vers la construction d'une opposition de gauche au gouvernement

L'indépendance politique du monde du travail pour construire les mobilisations

La façon dont Hollande a réussi à imposer puis faire voter au Parlement l'ANI, l'accord entre le Medef et trois organisations syndicales dont la CFDT, après avoir promené y compris la CGT et FO qui, au final,

ont refusé de signer et combattu l'accord, est une leçon de choses sur cette imposture dénommée dialogue social. Ce «compromis historique» est en réalité une défaite historique sans combat.

Sous couvert de dialogue, gouvernement et patronat cherchent en fait à associer les directions des grandes confédérations syndicales à leur politique contre les salariéEs.



Le 7 mars 2013, rassemblement des salariés de Goodyear devant le siège de l'entreprise à Rueil Malmaison. Photothèque Rouge/JMB

Se prêter à ce jeu de dupes paralyse et désarme les travailleurs, isole les mobilisations, empêche la convergence des luttes.

C'est bien l'inverse qui est à l'ordre du jour: préparer un plan de mobilisation, développer une politique qui aide à la convergence des luttes vers un mouve-

ment d'ensemble pour imposer une politique qui garantit l'emploi, les salaires, défend les services publics...

Le mouvement ouvrier pourra reprendre l'initiative, sortir de la logique des défaites accumulées s'il parvient à se dégager des routines passées pour redonner force à un syndicalisme de lutte

de classes qui ose remettre en cause et affronter la politique du patronat et de l'État au lieu de se plier à leur logique destructrice.

Nous pensons qu'il appartient aux travailleurs et aux travailleuses, actifs ou pas, Français ou étrangers, jeunes ou âgés, de prendre leurs affaires en main, de s'organiser, d'agir collectivement pour faire valoir leurs droits, d'intervenir politiquement du point de vue de la défense de leurs propres intérêts.

De l'unité dans les luttes à la construction d'une opposition de gauche

Bien des travailleurs nourrissent des illusions sur la possibilité d'améliorer le système, de le rendre moins injuste, de l'humaniser. «L'humain d'abord» disent nos camarades du Front de gauche, mais l'humain, le respect, la démocratie sont incompatibles avec des rapports sociaux fondés sur l'exploitation du plus grand nombre par une petite minorité.

Chaque jour nous apporte un argument supplémentaire pour nous convaincre qu'il n'est pas possible de moraliser ni d'humaniser ce système, il faut le transformer de fond en comble, en finir avec les rapports d'exploitation.

Un tel bouleversement viendra des millions de femmes, d'hommes, de jeunes qui en sont les victimes, à condition qu'ils prennent conscience de leur force, qu'ils s'unissent.

Pour avancer dans ce sens, nous débattons avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier des moyens de construire un front commun contre le gouvernement et le patronat, cadre pour développer les mobilisations sociales et politiques afin de changer les rapports de forces et de mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale.

L'urgence aujourd'hui est de construire une opposition de gauche au gouvernement pour combattre la droite et l'extrême droite qui cherchent à dévoyer le mécontentement populaire pour mieux le museler.

L'urgence aujourd'hui est de construire une opposition de gauche au gouvernement pour combattre la droite et l'extrême droite qui cherchent à dévoyer le mécontentement populaire pour mieux le museler. Nous nous adressons à toutes les organisations du mouvement ouvrier qui ne participent pas au gouvernement – Front de gauche, Lutte ouvrière, les libertaires, les syndicalistes et associatifs lutte de classes – pour, ensemble, agir dans ce sens en posant la question de l'alternative politique nécessaire pour sortir de la crise, un gouvernement contre l'austérité qui ne peut venir d'accords parlementaires en dehors d'un rapport de forces imposé par les luttes.

Combattre ce gouvernement pose la question d'une alternative politique, un gouvernement contre l'austérité, pour les droits des travailleurs, et l'annulation de la dette

Toute réponse à la crise commence par le changement du rapport de forces pour imposer une autre répartition des richesses à partir des exigences fondamentales du monde du travail. Les classes dominantes sont engagées dans une telle fuite en avant spéculative qu'elles ne peuvent imaginer



Manifestation le 16 mars 2013 à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, contre les expulsions locatives, pour le droit au logement. Photothèque Rouge/JMB

d'autre politique que celle qui a engagé l'Europe dans la récession et qui prépare un nouvel épisode aigu de la crise financière. L'ampleur de la crise, la faillite de la politique de l'oligarchie financière et du gouvernement, de l'Europe de la BCE indiquent qu'il n'y a pas d'issue qui ne remette pas en cause leur pouvoir.

Cette politique ne pourra être mise en œuvre que par un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations politiques et syndicales qui refusent l'austérité, s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation de la population et qui lui donne les moyens d'exercer son contrôle sur toute la marche de la société. Il sera le produit de luttes du monde du travail et de la jeunesse, il en sera l'expression et l'instrument politique. Les formes concrètes

qu'il pourra prendre ne peuvent être aujourd'hui anticipées, mais le développement de la crise met cette question politique à l'ordre du jour.

Un tel bouleversement peut commencer à l'échelle nationale, mais il ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières, il s'étendra à toute l'Europe. Il participe d'un mou-

vement qui a déjà commencé en Grèce, au Portugal, en Espagne, à travers lequel les travailleurs et les peuples posent leurs exigences sociales, démocratiques pour ouvrir la perspective des États-unis socialistes d'Europe.

Le NPA, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société

Nos principes fondateurs définissaient le NPA comme un parti pour le socialisme, féministe, écologiste, internationaliste, démocratique, large et révolutionnaire: *«Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population (...) Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes (...) Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.»*

Nous réaffirmons la nécessité de construire un parti anticapitaliste indépendant des réformistes et antilibéraux. Non par sectarisme, mais parce que nous avons des objectifs politiques et stratégiques différents, qui ont des conséquences très concrètes sur notre pratique militante. Le Front de gauche, qui prône le

Nous réaffirmons la nécessité de construire un parti anticapitaliste indépendant des réformistes et antilibéraux.



Marche anticoloniale et antiraciste le 2 mars 2013, à Paris, de Barbès à Pelletier, près du siège d'AREVA. Photothèque/JMB

changement «par les urnes», est conduit en permanence à tenir un double langage: d'un côté Mélenchon ne cesse de dénoncer le gouvernement Hollande, de l'autre le même Mélenchon se dit prêt à être le 1^{er} ministre de... Hollande!!! Quant au PCF, ses militants et ses électeurs ne supportent pas les politiques d'austérité gouvernementales, mais en même temps il recherche des alliances pour les prochaines élections municipales avec le Parti socialiste.

Nous voulons construire un parti qui se prépare aux confrontations de classes à venir, qui soit en mesure d'influencer les luttes et de leur permettre de

remporter des victoires, qui coordonne toute son intervention en fonction d'un objectif stratégique: la conquête de la démocratie, la prise du pouvoir par les exploités, les opprimés.

Il s'agit de porter, d'oser affirmer notre projet, la mise en œuvre d'un programme transitoire, une politique de front unique, qui, partant des besoins de la population, pose la question du pouvoir.

Cette perspective est indissociable de la volonté de regrouper les anticapitalistes.

En poursuivant cet objectif, nous voulons construire un parti qui soit un creuset où

puissent cohabiter des traditions différentes, où puissent se

confronter leurs conceptions, dans le cadre d'un projet commun, afin de se dégager des clivages artificiels, définir à chaque étape ce qui nous rassemble, permettre la discussion fraternelle des points de désaccords.

Notre parti est ouvert, il veut rassembler largement, il est indispensable que tous ceux qui en partagent le programme puissent y trouver leur place.

Nous voulons nous donner les moyens d'intervenir sur tous les terrains de l'action politique, des luttes ouvrières et po-

pulaires aux confrontations idéologiques comme sur le terrain des élections ou dans le cadre des institutions.

Nous avons beaucoup à faire pour devenir un outil utile au monde du travail, à la jeunesse. Nous avons surtout besoin de l'apport de toutes celles et ceux

qui partagent nos objectifs mais restent méfiants vis-à-vis des organisations et de la lutte politique en général.

Notre programme, notre politique, s'inscrivent dans une démarche internationaliste qui conçoit les luttes d'émancipation comme globalisées, mondialisées. La politique de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires a aussi une dimension internationale.

En finir avec le capitalisme vers le socialisme

La crise globale dans laquelle la politique des classes dominantes plonge l'ensemble de la planète pose le problème de l'organisation internationale du travail non seulement au niveau de l'Europe, mais, au-delà, à l'échelle du monde. En finir avec le parasitisme globalisé des classes capitalistes qui ruine les peuples, engendre le militarisme et la guerre, implique la nécessité d'une société qui rompt avec la propriété privée capitaliste, la logique du profit, où ce sont ceux qui produisent les richesses tant matérielles qu'intellectuelles qui exercent leur contrôle, leur pouvoir démocratique. Le « bien commun » et le « bien vivre » constituent les objectifs d'une société écosocialiste respectueuse des équilibres écologiques de la planète. Ils exigent de redonner un caractère central à

Nous voulons construire un parti qui se prépare aux confrontations de classes à venir, qui soit en mesure d'influencer les luttes et de leur permettre de remporter des victoires, qui coordonne toute son intervention en fonction d'un objectif stratégique: la conquête de la démocratie, la prise du pouvoir par les exploités, les opprimés.

Vendredi 1 mars 2013, rassemblement devant le consulat de Russie, à Strasbourg, pour protester contre la répression exercée par le pouvoir russe contre les opposants de gauche. Photothèque Rouge/Tonio



la planification démocratique à tous les échelons de la société. Nous revendiquons haut et fort le projet d'une société égalitaire et émancipatrice, débarrassée de toute exploitation et de toute

oppression, permettant à chacunE de participer aux décisions, réalisant l'épanouissement de toutEs.

